

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Appel d'automne

Après les consultations qu'ont menées cette semaine les groupes de négociation sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, il est peu probable que les membres convoquent un autre débat technique sur les questions en suspens restantes avant septembre. Cette décision intervient malgré l'appel lancé par les ministres du Commerce à Paris d'intensifier le processus de Genève avant l'ajournement d'été. Tous les yeux se tourneront maintenant vers les dirigeants du G-8 pour obtenir une orientation sur la façon de remettre le Cycle sur les rails, tandis que le Sommet du G-20, qui se tient à Pittsburgh à la fin septembre, est considéré comme « le moment de la vérité » pour l'avenir des négociations du Cycle de Doha.

Groupes de négociation

Séance en salle E sur l'agriculture

Trente-six pays membres ont été invités par le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, à participer à une séance en salle E pendant la matinée du 3 juillet. Des fonctionnaires ont confirmé que les membres sont convenus d'entamer l'atelier sur l'établissement de listes pendant la semaine du 20 juillet. L'atelier devrait porter uniquement sur les modèles, p. ex., déterminer quels genres de données seront nécessaires et quelle période de base sera utilisée lorsque les membres prépareront leur liste d'engagements après la conclusion d'un accord sur les modalités.

Des fonctionnaires ont déclaré que M. Walker consultera les délégués afin d'élaborer un ordre du jour fondé sur les questions prioritaires. Les membres, particulièrement les pays en développement, ont demandé que les questions qui sont toujours entre crochets dans le projet de texte soient examinées en premier. Il n'est pas encore clair quand le président prévoit d'entamer les pourparlers sur les sujets en suspens restants, mais des fonctionnaires de l'OMC ne prévoient pas qu'il y aura une autre réunion sur l'agriculture importante – hormis une réunion ouverte avant le Conseil général des 28 et 29 juillet – avant l'ajournement d'été.

Les négociations sectorielles vont de l'avant

Le groupe de négociations sur l'AMNA s'est également réuni le 29 juin et, selon un fonctionnaire, quelques membres se sont dits préoccupés pour ce qui est de leur participation aux initiatives sectorielles, car il avait été convenu que la participation serait uniquement volontaire. Les États-Unis souhaitent que les pays en développement émergents, particulièrement le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud participent à des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés, surtout dans des secteurs tels que les produits chimiques et les produits électroniques. Le président, M. Luzius Wasescha, a déclaré que le travail dans ce secteur des négociations « va de l'avant ».

Par ailleurs, quelques fonctionnaires ont dit espérer que les hauts fonctionnaires du commerce s'impliqueraient bientôt pour faire en sorte que les négociations s'intensifient. On dirait que le climat politique s'est manifestement amélioré au cours des deux dernières semaines, a reconnu M. Wasescha, avant d'ajouter qu'il n'ira de l'avant qu'à condition que les membres acceptent collectivement de le faire. Pour ce qui est de son plan de travail, le président suisse a déclaré qu'il a l'intention de consulter les membres sur la carte routière pour le travail du groupe à l'automne, faisant observer que le point de départ des prochains pourparlers était le texte de décembre 2008.

Rapporteur spécial des Nations Unies

Le 2 juillet, les membres ont été invités à assister à une séance d'information avec le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de la personne, M. Olivier De Schutter, qui a présenté la conclusion de son rapport dans lequel il a examiné la relation entre les accords de l'OMC, en particulier l'Accord sur l'agriculture, et l'obligation des membres de respecter le droit des hommes à une alimentation adéquate.

Prenant la parole lors d'une séance de trois heures, M. De Schutter a expliqué aux membres de l'auditoire que le commerce peut contribuer à la promotion des droits de la personne et favoriser l'accès à l'alimentation, mais seulement si certaines conditions sont respectées, en particulier que les pays doivent être en mesure de protéger leurs populations vulnérables de flambées d'importations bon marché.

Faute d'agir ainsi, on risque de causer la perte d'un grand nombre de petits agriculteurs en raison de la domination d'un petit nombre de grands commerçants et transformateurs.

Réactions

Ses observations ont été diversement accueillies par les délégués, bien que tous se soient félicités d'avoir l'occasion d'échanger des points de vue.

Les plus vives critiques – faut-il s'en étonner? – émanaient des membres du Groupe de Cairns ou d'autres pays axés sur les exportations tels que l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Costa Rica, le Pakistan, le Paraguay, l'Afrique du Sud et l'Uruguay. Ils ont déclaré que ces observations donnaient la fausse impression que le commerce et le droit à l'alimentation sont en conflit. Au lieu de défendre des politiques protectionnistes, M. De Schutter devrait cibler les distorsions créées par les obstacles élevés au commerce et les subventions dans les pays riches, ont lancé les critiques, signalant le rôle crucial que joue l'OMC dans l'élimination des subventions à l'exportation et d'autres mesures ayant des effets de distorsion des échanges. La plupart d'entre eux se sont plaints de ne pas avoir été consultés pour l'étude et l'ont exhorté à écouter un plus vaste éventail d'opinions et de les intégrer à de futurs rapports.

Le rapport de M. De Schutter a recueilli le soutien de la Bolivie, de Cuba, de l'Équateur, de l'Égypte, de l'Inde, du Luxembourg, du Mali, de Maurice et de la Tanzanie. L'Inde s'est dite satisfaite de ce qu'elle décrit comme la première occasion de débattre de la sécurité alimentaire à l'OMC, ajoutant que la libéralisation du commerce et la sécurité alimentaire doivent être reliées, et que c'est pour cette raison que le « développement » doit demeurer au cœur du Cycle de Doha. L'Égypte s'est félicitée de ses observations sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation qui s'adressaient aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Prochains événements

- Consultations sur l'agriculture (diverses formes), juillet 2009
- Atelier technique sur l'information pour les listes, date exacte à confirmer
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (L'Aquila, Italie)
- Semaine de l'AMNA, semaine du 13 juillet 2009
- Réunion ouverte sur l'agriculture, à confirmer (vers la fin de juillet 2009)
- Conférence APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Conseil général, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, septembre 2009 (à confirmer)
- Sommet du G-20, 24-25 septembre (Pittsburgh)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009
- Conférence ministérielle de l'OMC, 30 novembre- 2 décembre 2009

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254

